

Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse

Herausgeber: La Croix-Rouge suisse

Band: 90 (1981)

Heft: 6

Artikel: Problèmes alimentaires mondiaux : aperçu des principales questions

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-683744>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 31.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



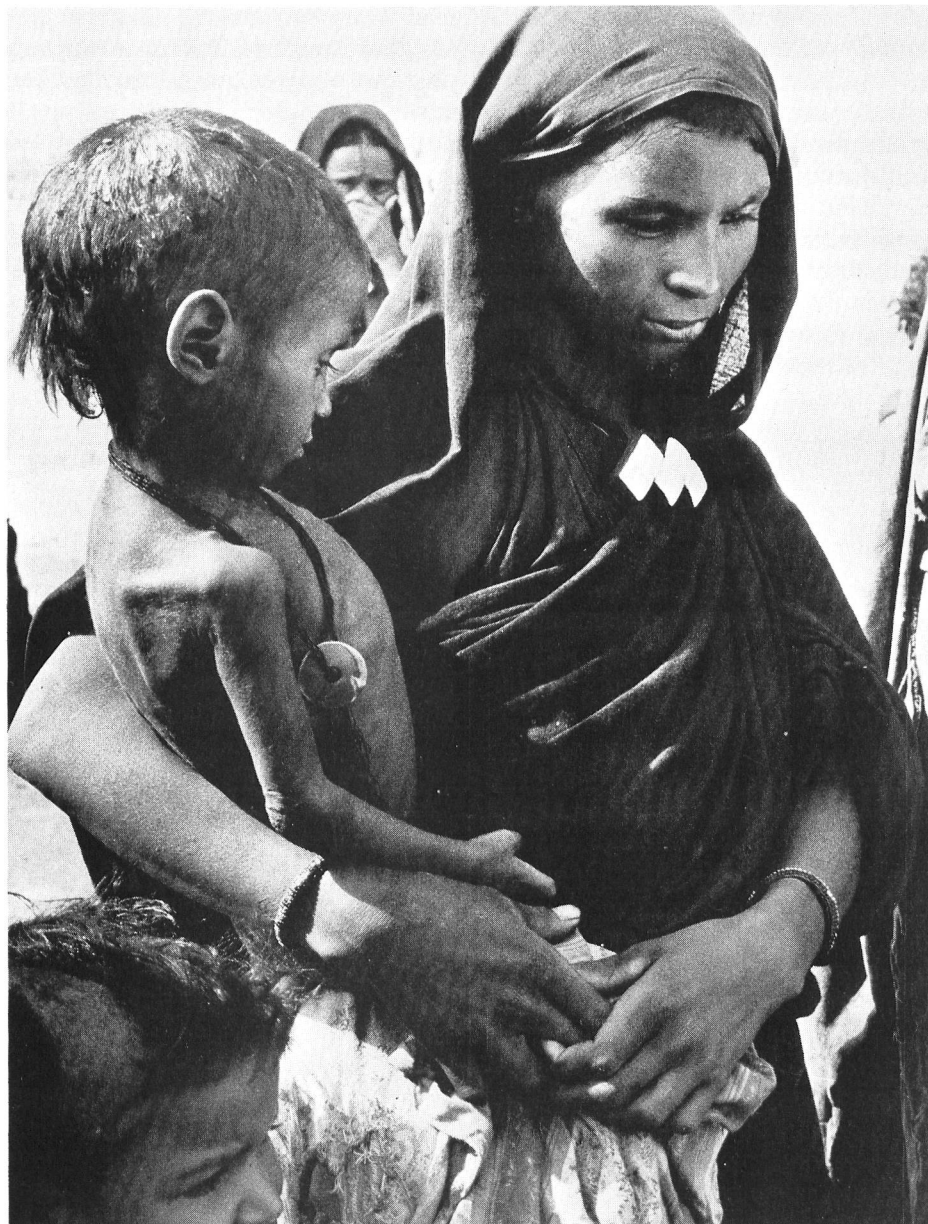
JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

16 Octobre 1981

Problèmes alimentaires mondiaux Aperçu des principales questions

Cet article est publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture comme contribution à la préparation de la première Journée mondiale de l'alimentation, qui est fixée au 16 octobre 1981.

*La Journée mondiale de l'alimentation a pour but de mieux faire prendre conscience au public de la gravité du problème de la faim dans le monde et surtout de ce qui peut et doit être fait pour le résoudre. Dans **Les problèmes alimentaires mondiaux**, on expose succinctement les grandes questions d'actualité et les mesures qui devraient être prises par les pays en développement et les pays industrialisés; cet article donne une vue d'ensemble de la situation.*



Problèmes alimentaires mondiaux: aperçu des principales questions

Il y a quelques années, une enquête mondiale a été organisée pour savoir si, au cours de l'année précédente, les habitants des divers pays avaient parfois manqué d'argent pour acheter de la nourriture; plus de 70% des personnes interrogées en Afrique, au sud du Sahara, 66% en Inde, 42% au Mexique, 15% en Italie et 14% au Japon et aux Etats-Unis ont répondu par l'affirmative [1].

Le problème de l'alimentation, qui préoccupe depuis longtemps la communauté internationale, a été défini et examiné lors de nombreuses réunions, notamment aux Congrès mondiaux de l'alimentation en 1963 et 1970, à la Conférence mondiale de l'alimentation à Rome en 1974, à la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le

développement rural (CMRADR) en 1979, à l'issue desquelles de nombreuses déclarations de politique ont été faites. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'efforce de parvenir à un accord intergouvernemental sur les mesures proposées et d'encourager leur application.

Trop souvent, les politiques que les gouvernements ont adoptées n'ont pas été mises en œuvre de façon à avoir l'impact souhaité. De multiples appels ont été lancés pour que l'on atteigne dès que possible des objectifs tels que l'élimination de la sous-alimentation grave; or, cet objectif est réalisable, car le monde possède l'argent, les ressources et la technologie nécessaires. Cependant, il n'a pas la volonté politique requise pour orienter les ressources nécessaires vers le développement et la lutte contre la faim.

Afin de renforcer cette volonté, la Conférence de la FAO a institué en 1979 la Journée mondiale de l'alimentation qui sera observée chaque année, le 16 octobre à partir de 1981. La résolution de la Conférence qui institue cette Journée indique qu'elle a pour premier objectif de «faire mieux prendre conscience au public de la nature et des dimensions du problème alimentaire à long terme dans le monde et développer encore le sens de la solidarité nationale et internationale dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la misère». Elle a aussi pour objectif d'«appeler l'attention sur les résultats obtenus en matière de développement alimentaire et agricole ainsi que sur les situations d'urgence et les autres besoins graves» [2].

La Journée mondiale de l'alimentation offre une nouvelle occasion de faire mieux connaître et mieux comprendre les activités de la FAO. Elle permet de faire circuler des idées et des informations sur les meilleures manières de faire connaître à la communauté internationale les problèmes alimentaires qui préoccupent le commun des mortels.

Une action efficace contre la faim a pour préalable une parfaite compréhension du problème et de la valeur des solutions proposées. Les causes de la faim et les moyens de la vaincre sont des questions qui seront à l'ordre du jour de la Journée mondiale de l'alimentation.

La Journée mondiale de l'alimentation a été fixée au 16 octobre, car c'est l'anniversaire de la fondation de la FAO en 1945.

Nature et ampleur des problèmes alimentaires mondiaux

Malgré tous les débats et accords intergouvernementaux qui se sont succédé depuis les famines de 1974, le monde n'a toujours pas de système de sécurité alimentaire efficace. En raison de la faiblesse de leurs disponibilités alimentaires, les pays en développement restent vulnérables en cas de sécheresse, d'inondation et d'autres catastrophes. Dans de nombreux pays en développement, l'afflux des réfugiés –

plus de 9 millions – aggrave encore la pression exercée sur des disponibilités alimentaires déjà insuffisantes [3]. En outre, la faim et la malnutrition chroniques persistent même pendant les années de bonne récolte. La FAO estime que dans les pays en développement à économie de marché, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation grave est passé approximativement de 360 millions en 1969–1971 à 420 millions en 1974–1976 (soit 22% de la population de ces pays). Il existe d'autres estimations encore plus élevées [4].

Un nombre malheureusement énorme d'êtres humains – dont une proportion excessive de jeunes enfants – souffrent de maladies débilitantes parce qu'ils n'ont pas suffisamment à manger. La mauvaise nutrition contribue indirectement et directement aux taux élevés



de mortalité infantile que l'on constate encore dans les pays en développement.

Une mauvaise alimentation peut avoir de nombreuses répercussions. Par exemple, les êtres humains peuvent souffrir de carences protéiques même si leur alimentation contient suffisamment de protéines; s'ils n'absorbent pas assez de calories pour couvrir leurs besoins énergétiques, ils transforment en énergie une partie des protéines consommées.

Un régime alimentaire qui n'apporte pas les nutriments essentiels peut entraîner des maladies invalidantes; ainsi la carence en vitamine A provoque la cécité et l'insuffisance d'iode le goître: les femmes manquant de fer deviennent anémiques.

Partout et toujours, la pauvreté est la cause essentielle de la faim. Les gens qui n'ont pas suffisamment de terre pour cultiver des produits vivriers, ni suffisamment d'argent pour en acheter, sont condamnés à souffrir de la faim. Les mauvaises récoltes entraînent des hausses de prix qui frappent le plus fortement les pauvres, car ils dépensent une grande partie de leurs maigres revenus en nourriture.

Même dans les pays industrialisés plus riches, la pauvreté peut être synonyme de faim. De nombreuses personnes – particulièrement les personnes âgées, les minorités raciales et les familles dont le chef est une femme – souffrent de graves carences nutritionnelles. Pour d'autres personnes, dans les pays riches, l'abondance pose des problèmes nutritionnels d'un caractère différent, car un grand nombre de maladies graves sont liées à la suralimentation et à l'obésité.

Production et distribution des produits alimentaires

La solution des problèmes alimentaires actuels dépend de deux grands facteurs: l'accroissement très rapide de la production vivrière et un accès plus équitable aux disponibilités.

A l'échelle mondiale, les disponibilités énergétiques d'origine alimentaire dépassent actuellement d'environ 10% les besoins nutritionnels de la population [5].

Dans les pays en développement, elles suffiraient presque à satisfaire les be-

soins. En fait, ce sont les niveaux de revenu qui déterminent en grande partie la répartition des denrées au sein de la population. Ainsi, certaines personnes (particulièrement dans les pays industrialisés) consomment plus que leurs besoins nutritionnels et un grand nombre d'autres (particulièrement dans les pays en développement) en consomment moins.

Il est possible de redistribuer les produits alimentaires disponibles ayant recours par exemple à l'aide alimentaire, aux programmes d'alimentation complémentaires, aux subventions sélectives et aux magasins à bas prix, mais l'élimination de la faim et de la malnutrition suppose une redistribution massive du revenu et des ressources naturelles entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux – ce qui n'est pas nécessairement réalisable.

En conséquence, il faut accroître, et qui plus est de manière spectaculaire, les quantités de denrées produites. On a souvent demandé que la production agricole et alimentaire augmente de 4% en moyenne chaque année dans les pays en développement: en 1970, dans la Stratégie internationale pour la deuxième décennie du développement des Nations Unies; en 1974, à la Conférence mondiale de l'alimentation; en 1980, dans la Stratégie internationale pour la troisième décennie du développement. Cet objectif n'est pas encore atteint. Pendant les années soixante-dix, le taux de croissance effectif a été de 3% par an [6]. Dans plus de 45 pays en voie de développement, la production n'a pas progressé au même rythme que la population et elle a encore moins suivi l'accroissement de la demande de denrées découlant de l'augmentation des revenus habituellement dans les villes. En général, c'est là où ils étaient le plus nécessaires – dans les pays les plus pauvres – que les accroissements de production ont été les plus faibles [7].

En fait, dans certaines régions du monde, la production vivrière par habitant a diminué. Aujourd'hui, les Africains ont en moyenne 10% de moins à manger qu'il y a dix ans [8].

Enfin, la plupart des accroissements de production ont été réalisés par les gros exploitants, du fait notamment que la «révolution verte» ne vaut que pour ceux qui ont les moyens d'appliquer la technologie coûteuse qu'elle

requiert: semences améliorées, engrais chimiques et pesticides, grosses quantités d'eau. Au cours des dernières décennies, le développement agricole a souvent laissé de côté les petits agriculteurs qui doivent jouer un rôle capital dans la lutte contre la faim. Il serait vraiment juste qu'à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation on rende hommage à tous les agriculteurs et pêcheurs du monde et en particulier que l'on reconnaisse le rôle énorme joué par les petits producteurs qui sont trop souvent ignorés alors qu'ils constituent la majorité de ceux qui s'occupent de la production vivrière.

Ce sont les aspects négatifs de ces dernières années qui retiennent le plus l'attention. Ainsi que le demande la résolution qui institue la Journée mondiale de l'alimentation, les bons résultats obtenus méritent aussi de retenir l'attention. Ainsi l'Inde est parvenue récemment à l'autosuffisance pour les céréales, et les Philippines ont fait disparaître leur déficit de riz [9].

A l'avenir, il faudra obtenir de bien meilleurs résultats et les pays en développement devront accroître leur production vivrière bien plus rapidement que par le passé.

Ces pays, en parvenant à l'autosuffisance agricole, peuvent devenir moins tributaires des importations de produits alimentaires, qui sont de plus en plus coûteuses. Le volume de céréales importées par les pays en développement les plus gravement touchés et les pays les moins avancés a augmenté de 14% entre 1967–1969 et 1976–1978, mais leurs prix ont presque doublé et les dépenses de fret ont quadruplé.

Les efforts déployés pour accroître la production vivrière permettent aussi de faire participer un bien plus grand nombre de personnes aux processus de production vivrière et de planification. De nouveaux emplois peuvent être créés dans le secteur rural, particulièrement pour les femmes.

L'étude de la FAO. **Agriculture: Horizon 2000** indique que les accroissements de production nécessaires sont possibles. Ils exigeront cependant d'énormes moyens financiers sans comparaison avec ceux du passé. D'après les projections de cette étude, les besoins d'aide extérieure en faveur de l'agriculture s'établiraient à 10 milliards de dollars [11], montant qui paraît minuscule par rapport aux dé-

penses militaires; ainsi que l'indique la Commission Brandt dans son rapport de 1980: **Nord-Sud: Programme de survie** (North-South: A Programme for Survival), les dépenses militaires mondiales s'établissent actuellement à environ 450 milliards de dollars par an [12].

Un programme pour le tiers monde

Il sera difficile pour les pays en développement d'accroître leur production agricole aussi rapidement qu'ils le devraient.

Il faudra procéder à des investissements importants pour mettre en culture de nouvelles terres et accroître et améliorer l'irrigation, car la plupart des terres accessibles sont déjà exploitées. La superficie cultivée peut encore être élargie dans certaines régions sans risque pour l'environnement, mais la plus grande partie de l'augmentation de production doit ve-

nir de l'accroissement des rendements sur les terres déjà exploitées. L'agriculture doit utiliser beaucoup plus d'engrais organiques et chimiques, de semences améliorées et de pesticides. La mécanisation doit être encouragée de façon judicieuse lorsqu'elle augmente la production, sans provoquer inutilement le chômage.

Lorsque la production augmente, il ne faut pas négliger l'environnement, particulièrement conserver les sols et les terres qui sont des ressources précieuses.

L'agriculture utilise des quantités importantes de combustibles fossiles qui sont rares et coûteux, notamment pour la fabrication des engrais chimiques et le machinisme agricole. Il faudrait chaque fois que possible économiser l'énergie dans le système alimentaire, surtout pour le traitement et la distribution des denrées dans les pays industrialisés et avoir plus largement recours aux engrais organiques qui sont maintenant en grande partie gaspillés. Parallèlement, il faudrait as-

surer l'approvisionnement en énergie de l'agriculture, car celle-ci n'utilise qu'une proportion modeste – 3 à 4% – de l'énergie commerciale consommée dans le monde [13].

Le fait que l'accroissement de la production agricole réussisse ou non à réduire la faim et la malnutrition dépend en grande partie des modalités de cet accroissement. Participer aux institutions et aux systèmes qui gouvernent sa vie n'est pas seulement un droit fondamental de l'homme, comme l'a confirmé la CMRADR, mais «les stratégies de développement rural ne peuvent donner tous leurs fruits que si la population rurale – notamment ses couches les moins favorisées – est motivée, activement concernée et organisée à la base» [14].
(à suivre)

Références

- [1] *Human Needs and Satisfaction, a Global Survey, Enquête mondiale conduite pour la Charles F. Kettering Foundation par Gallup International Research Institutes.*
- [2] *Résolution 1/79 de la Conférence de la FAO, Rome.*
- [3] *Déclaration du directeur général au Conseil de la FAO, novembre 1980, page 1.*
- [4] *Situation de l'alimentation et de l'agriculture 1979 (SOFA 1979), Rome, FAO, pages 1-19.*
- [5] *SOFA 1979, pages 1-19.*
- [6] *SOFA 1979, pages 1-12.*
- [7] *SOFA 1979, pages 1-17, et entretien avec MM. Baldwin et Iaccacci.*
- [8] *Déclaration du directeur général, page 2.*
- [9] *Ainsi qu'il est indiqué dans le Rapport de la cinquième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale au Conseil de la FAO, soixante-dix-huitième session: document CL 78/10, page 5, § 21.*
- [10] *SOFA 1980, page 20.*
- [11] *Agriculture: Horizon 2000, page 241.*
- [12] *North-South: A Programme for Survival, London: Pan Books, 1980, page 14.*
- [13] *SOFA 1976, page 95.*
- [14] *Rapport de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural (CMRADR), Programme d'action III, page 13.*

